

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ProCapital

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital social de 8 579 866 euros
Siège social : 5 Place de la Pyramide - 92088 La Défense
428 677 900 RCS Nanterre

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2023 approuvés par l'assemblée générale du 03 avril 2024

1. - Bilan au 31 décembre 2023

Actif (en €)	Complément d'information	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Créances sur les établissements de crédit	§3.1	291 559 380	310 450 383
Opérations avec la clientèle	§3.2	150 545	182 354
Actions et autres titres à revenu variable	§3.3.1	67 059 193	79 226 321
Participations et autres titres détenus à long terme	§3.3.2	169 806	169 796
Parts dans les entreprises liées*	§3.7	-	-
Immobilisations incorporelles	§3.8	15 696 090	11 071 319
Immobilisations corporelles	§3.8	22 243	24 309
Comptes de négociation et de règlement	§3.6	152 849 815	102 693 518
Autres actifs	§3.4	24 295 847	15 279 590
Comptes de régularisation	§3.5	11 634 480	10 747 542
Total actif		563 437 399	529 845 133

* Reclassement des titres détenus par ProCapital en « participations et autres titres détenus à long terme »

Passif (en €)	Complément d'information	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	§3.1	154 267 034	191 869 948
Opérations avec la clientèle	§3.2	3 473 101	4 607 834
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	§3.4	16 123 865	26 585 929
Comptes de régularisation	§3.5	9 430 072	3 523 570
Comptes de négociation et de règlement	§3.6	347 618 389	269 684 486
Provisions	§3.9	1 884 123	1 503 619
Capitaux propres (Hors FRBG)	§3.11	30 640 814	32 069 747
Capital souscrit		8 579 866	8 579 866
Prime d'émission		8 790 156	8 790 156
Réserves		857 987	857 987
Report à nouveau		2 945 308	2 926 067
Résultat de l'exercice		9 467 497	10 915 671
Total passif		563 437 399	529 845 133

2. - Hors-bilan au 31 décembre 2023

Hors Bilan (en €)	Complément d'information	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres (à livrer)	§3.17.1	349 844 738	113 281 401
Opérations en devises		-	-
Engagements reçus		-	-
Engagements de financement	§3.17.2	80 747 017	85 000 000
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres (à recevoir)	§3.17.1	433 600 196	137 064 483
Opérations en devises		-	-

3. - Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

Compte de résultat (en €)	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	7 572 102	434 479
- Intérêts et charges assimilés	-14 248	-537 963
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-
+ Commissions (produits)	28 927 602	24 141 030
- Commissions (charges)	-12 059 710	-9 138 885
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	562 016	1 020 553

+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-280 116	-699 006
+ Autres produits d'exploitation bancaire	37 071 061	35 821 626
- Autres charges d'exploitation bancaire	-4 366 835	-38 958
Produit Net Bancaire	57 411 871	51 002 877
- Charges générales d'exploitation	-41 260 420	-34 002 690
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 972 246	-1 257 711
Résultat Brut d'Exploitation	14 179 205	15 742 476
+/- Coût du risque	32 774	-206 279
Résultat d'exploitation	14 211 979	15 536 197
+/- Gains et pertes sur actifs immobilisés	-	-
Résultat courant avant impôt	14 211 979	15 536 197
- Participation des Salariés	-1 248 831	-1 183 688
+/- Résultat exceptionnel	-73 449	-9 721
- Impôt sur les bénéfices	-3 422 203	-3 427 118
+/- Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-
Résultat net	9 467 497	10 915 671

4. - Publication au titre des articles L.312-19 et L312.20 du Code Monétaire et Financier

	Nombre de comptes	Montant des avoirs cumulés (en euros)
Comptes inactifs au 31/12/2023	201	2 388 035,95 €
Comptes inactifs dont les avoirs ont été reversés à la Caisse des Dépôts et Consignations en 2023	252	1 174 822,33 €

5. - Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que :

- La réserve légale est égale à 10 % du capital social,
- Le Bénéfice Net Comptable de l'exercice s'élève à 9 467 496,78 €.

Par conséquent, l'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire, de répartir le Bénéfice Net Comptable de l'exercice comme suit :

- Affectation d'une somme de 9 437 852,60 € au paiement d'un dividende de 1,10 € par action payable dans les 30 jours suivant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant décidé l'attribution et le détachement du dividende,

- Affectation de la soulte de 29 644,18 € au report à nouveau.

Le report à nouveau s'établira à l'issue de la distribution des dividendes à : 2 974 952 €.

L'assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il y a eu au cours des trois exercices précédents un versement de dividendes dans les proportions suivantes :

Exercice	Dividendes versés
2021	11 840 215,08 € soit 1,38 € par action
2022	10 896 429,82 € soit 1,27 € par action
2023	9 437 852,60 € soit 1,10 € par action

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à 8 577 973 des voix des actionnaires présents et représentés.

6. - Annexes.

1 Présentation de la société

1.1 Groupe de rattachement

La composition du capital est la suivante :

- 8 577 973 actions sont détenues par Arkéa Bourse Retail (99,978%)
- 1 892 actions sont détenues par Mme Petrit Allauzen (0,022%)
- 1 action est détenue par le Président du Conseil de Surveillance

1.2 Statuts

ProCapital est devenu un Etablissement de Crédit et d'Investissement (ECB-SSM-2023-FR-4) le 31 mars 2023 agréée par la Banque Centrale Européenne (BCE). ProCapital a été confirmé dans ses agréments pour réaliser les services d'investissement de réception et transmission d'ordres pour le compte de tiers, d'exécution d'ordres pour le compte de tiers et de négociation pour compte propre en vue de réaliser des opérations de prêt/emprunt de titres dans le cadre du Service de Règlement Différé (SRD), tels que définis par la loi de modernisation des activités financières du 2 juillet 1996. ProCapital est également habilitée à réaliser le service connexe de tenue de

compte conservation et de compensation et assure un service accessoire de tenue de compte espèces correspondant aux instruments financiers conservés.

ProCapital est membre d'Euronext sous le statut de négociateur-compensateur individuel pour les marchés actions (hors Lisbonne), de Börse Berlin pour le segment Equiduct, et négocie ainsi sur l'ensemble des marchés de la zone ESES (France, Belgique et Pays Bas). La société est également adhérente de plein exercice du dépositaire central Euroclear France, ainsi que du système de règlement-livraison européen T2S, dans le cadre de ESES, permet d'utiliser les services des principaux CSD (*International*) Central Securities Depository) de la zone Euronext, soit Euroclear Bank, Euroclear France, Euroclear Belgium et Euroclear Nederland.

Dans le cadre de son activité de compensateur individuel, ProCapital est PDSE (participant au dénouement des systèmes exogènes LCH, Clearnet-SA et Euronext-Clearing) et sous-participant TARGET 2 via sa maison mère le Crédit Mutuel Arkéa. La société est également adhérente, en tant que teneur de compte conservateur pour son activité de tenue de compte de plein exercice – activité en gestion extinctive – au Fonds de garantie des Dépôts et de Résolution pour la garantie titres.

1.3 Activité

ProCapital est un prestataire de services à destination d'établissements financiers – banques privées, réseaux bancaires, courtiers et banques en ligne, compagnies d'assurance – qui souhaitent bénéficier d'une offre complète et modulable à destination de leurs clients particuliers dans le domaine des titres (tenue des comptes conservation, exécution des ordres, sites Internet transactionnels ou outils de Gestion de Portefeuilles ou de Gestion Conseiller) ou de l'assurance-vie (gestion administrative des contrats).

Depuis sa création en 2000, ProCapital vise à garantir à ses clients la meilleure qualité de service à travers la mise en œuvre d'une plate-forme totalement intégrée et la mise à disposition d'outils adaptée à leur activité.

Les entités du Groupe Crédit Mutuel Arkéa représentent environ 28% de l'activité de ProCapital, le reste de l'activité étant issu de contrats avec des clients institutionnels externes au Groupe. L'activité est exercée en France et en Belgique.

1.4 Filiale et succursale

1.4.1 Filiale

ProCapital ne dispose pas de filiale.

1.4.2 Succursale en Belgique

ProCapital a ouvert une succursale à Bruxelles en 2006, sous la dénomination ProCapital Belgium. Dès 2007, cette succursale a délivré à des clients belges une prestation similaire à celle délivrée en France.

1.5 Evénements postérieurs à la clôture

ProCapital informe n'avoir pas identifié de facteur de risque direct ou indirect pouvant avoir un impact significatif sur ses activités opérationnelles.

2 Règles et méthodes comptables

Les comptes présentés ont été arrêtés suivant les règles d'évaluation comptable et d'établissement des comptes fixées par le Comité de Réglementation Comptable, et en particulier le Règlement de l'ANC n°2016-07 ainsi que le règlement ANC 2014-07.

Les comptes sont présentés dans cette annexe avec le détail des sous-rubriques composant les soldes figurant sur les états financiers.

Les comptes sont présentés de manière comparative par rapport au 31 décembre 2022.

2.1 Créances et dettes envers les établissements de crédit – Actif & Passif

Dans cette rubrique sont inscrits les soldes des comptes courants ouverts par ProCapital auprès de différentes banques en France et en Belgique :

- pour cantonner en application de la réglementation, les espèces déposées par sa clientèle et pour gérer les mouvements de trésorerie liés à son statut de membre compensateur et de teneur de comptes ;
- pour gérer sa trésorerie propre ;
- pour enregistrer les espèces déposées par les clients « prestations de services » ayant délégué à ProCapital la conservation des espèces de leur propre clientèle finale.

En contrepartie de ces dépôts bancaires, est inscrite une dette de ProCapital vis à vis du Client « prestations de services » dans cette même rubrique ;

- ainsi que les espèces reçues ou versées à titre de garantie dans le cadre d'opérations de prêts et d'emprunts de titres, réalisées par ProCapital soit sur le marché centralisé des prêts-emprunts soit de gré à gré auprès de contrepartie de marché. Ces opérations, conclues au cours d'un mois boursier, sont enregistrées simultanément pour leur montant de mise en place et pour leur montant de remboursement de sorte que ces opérations ne génèrent pour la société aucun risque de marché et que leur résultat est connu dès l'origine.

Compte tenu de l'accès au marché interbancaire accordé aux Entreprises d'Investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuilles par le règlement du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière en date du 2 septembre 1997, accès ouvrant la possibilité d'effectuer des placements de fonds ou des refinancements auprès d'établissements de crédit, en particulier vis-à-vis de sa maison-mère, le Crédit Mutuel Arkea (CMA), l'ensemble des comptes bancaires de ProCapital ou géré par elle portent intérêts, si nécessaire sur des soldes fusionnés, conformément à la convention financière signée entre le CMA et ProCapital.

Les opérations de cette rubrique sont enregistrées pour leur valeur historique.

2.2 Opérations avec la clientèle – Actif & Passif

Ce poste enregistre au passif les soldes des comptes ordinaires et PEA des clients particuliers dont ProCapital assure, de manière extinctive, la tenue de compte de plein exercice (dite tenue de compte juridique - TCJ).

Les soldes des clients finaux à l'actif recouvrent des soldes débiteurs qui font l'objet, lorsque cela s'avère nécessaire, d'une comptabilisation en douteux et d'une dépréciation selon les règles suivantes :

- L'inscription en douteux est prise pour les clients finaux en tenue de compte juridique dès lors qu'ils sont débiteurs espèces depuis plus de 3 jours, à hauteur des positions nettes débitrices (prise en compte de 80% de la valorisation des titres en position pour les clients finaux présentant un solde espèce débiteur) ;
- Exception : Les positions nettes débitrices d'un montant inférieur à 5 € ne font pas l'objet d'un déclassement en douteux, ainsi que les positions débitrices supérieures

à 1 000 € en cours de régularisation à la clôture ;

- Sont dépréciées les créances douteuses pour la part non couverte par le versement d'un dépôt de garantie

Les comptes Clients au passif ont un caractère « à vue » et par conséquent n'ont pas de durée résiduelle. De même, les comptes débiteurs des comptes clients ont vocation à se résorber sans délai et n'ont pas de durée résiduelle.

2.3 Actions et participations

2.3.1 Actions et autres titres à revenu variable

Il est rappelé que, conformément aux agréments dont elle dispose, la société ne réalise pas d'opérations pour compte propre en dehors :

- Des opérations exécutées sur le marché en vertu d'ordres clients stipulés Service à Règlement Différé (SRD), qui viennent alimenter la position SRD de la société ;
- Des opérations de prêts et emprunts conclues dans le cadre du fonctionnement du SRD ;
- Des achats effectués ponctuellement, toujours en prolongement du SRD, pour couvrir des besoins de titres qui n'ont pu être satisfaits par des emprunts.

Cette rubrique enregistre donc trois natures de Titres de Transaction :

- Les placements de la trésorerie sociale effectués sous forme d'OPC monétaires (non réalisés en 2023) ;
- Les comptes Erreurs et Omissions de la société ;
- Le compte Egalisation qui enregistre les opérations au SRD.

Les titres détenus et comptabilisés dans cette rubrique, hors compte Egalisation, font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture. Le solde des gains et pertes latents ainsi constatés et des gains et pertes réalisés sur cessions est porté au compte de résultat.

Le compte Egalisation représente la contrepartie des opérations stipulées en règlement différé par les clients et exécutées au comptant sur le marché. Ce compte est classé dans la rubrique « Actions et autres titres à revenus variables ». Conformément à la réglementation du SRD, les titres figurant dans ce compte sont la propriété du négociateur, en l'occurrence ProCapital, jusqu'à la fin de mois où se dénoue le SRD. Ils sont donc susceptibles d'être prêtés par la société, le lendemain de la réalisation des opérations clients, en refinancement du décalage opérations SRD – opérations comptant.

Ces opérations, conclues au cours d'un mois boursier, sont enregistrées simultanément pour leur aspect d'opération comptant sur le marché et pour leur aspect de débouclage à terme face au compte du donneur d'ordre initial de sorte que ces opérations ne génèrent pour la société aucun risque de marché ni d'évaluation. En conséquence, l'évaluation au bilan de ce compte suit la règle particulière suivante :

- Prise en compte des opérations comptant intervenant entre le 1er jour de liquidation et la fin du mois calendaire pour leur coût historique (au cours d'exécution) ;
- Prise en compte des opérations reportées valorisées au cours de compensation, face à des enregistrements clients intervenant au même cours de compensation.

Il n'y a donc aucune prise en compte de moins-values ou plus-values latentes apparentes à la date de clôture sur ce compte Egalisation.

2.3.2 Participations et autres titres détenus à long terme

ProCapital peut être amené à détenir des participations à long terme conformément :

- Aux règles fixées dans les conditions statutaires des entreprises partenaires de ProCapital ;
- Aux décisions du Directoire et dans les limites fixées par les organes délibérants de ProCapital.

Les titres de participations sont évalués à leur coût historique. En cas de variation négative du cours ou de la valorisation de l'entreprise – si celle-ci est déterminable – à la clôture de l'exercice, une provision est enregistrée.

Ces participations sont traitées comme des immobilisations financières conformément aux principes décrits au §2.8.3

2.4 Autres actifs et passifs

2.4.1 Comptes spécifiques liés à l'activité de négociateur/compensateur

A l'actif, les principaux postes sont les suivants :

- Les dépôts de garantie versés à LCH.Clearnet-SA et Euronext-Clearing en couverture des risques résultant des variations de cours enregistrées, entre la date de négociation et la date de règlement-livraison, sur les opérations dont le dénouement dans le système RGV est assuré par la même société agissant en tant que Chambre de Compensation et de Garantie, quels que soient les compartiments sur lesquels les opérations ont été réalisées. Ces dépôts de garantie font l'objet d'une rémunération en fonction du cours de l'ESTER ;
- Les versements au Fonds de Garantie LCH.Clearnet-SA et Euronext-Clearing, font l'objet d'appel de fonds sur une base mensuelle.

A l'actif ou au Passif :

- Les comptes d'attente sur opérations de règlement/livraison et sur OST.

2.4.2 Comptes non spécifiques

Les principaux postes sont :

- La TVA déductible
- Les dettes envers les fournisseurs
- Les dettes sociales et fiscales
- La TVA collectée

2.5 Comptes de régularisation – Actif & Passif

Cette rubrique comprend à l'actif les produits à recevoir et les charges constatées d'avance.

Cette rubrique comprend au passif essentiellement les charges à payer.

En application des préconisations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, se référant au Règlement 2002-03 du CRBF, les créances de plus de 4 mois d'ancienneté sont classées en compte de « Douteux » (3 mois + 1 mois lié au délai de production et réception de la facture). Ce classement en « Douteux » ne préjuge pas du caractère irrécouvrable, en tout ou partie, des créances sur lesquelles des retards de paiement sont constatés.

Sont provisionnées pour les créances du Groupe :

- Les encours de plus de 18 mois, à hauteur de 25%
- Les encours de plus de 30 mois, à hauteur de 50%
- Les encours de plus de 42 mois, à hauteur de 100%

Sont provisionnées pour les créances du hors Groupe :

- Les encours de plus de 12 mois, à hauteur de 100%

Peuvent également faire l'objet d'une provision les créances pour lesquelles un risque d'irrécouvrabilité est avéré (litige...).

2.6 Comptes de négociation et de règlement – Actif & Passif

Ces comptes comprennent essentiellement à l'actif et au passif, les opérations d'achat et de vente de titres réalisées avec les différents intermédiaires (Chambre de Compensation et de Garantie, Entreprises d'Investissement, Banques et Etablissements de Crédit) dont les opérations de livraison et de règlement sont en cours à la date d'arrêt des comptes. Ils englobent également les opérations sur titres (coupons, souscriptions...) non encore dénouées avec ces mêmes intermédiaires. La variation de ces positions d'un exercice sur l'autre dépend principalement, compte tenu des délais de règlement livraison de Place, des opérations de Bourse confiées à la société durant les 2 derniers jours de la période et n'a donc pas nécessairement de signification.

Ces comptes sont enregistrés à leur coût historique.

2.7 Parts dans les entreprises liées

ProCapital n'ayant plus de filiale depuis 2015, cette section est devenue sans objet.

2.8 Immobilisations

2.8.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises

Les logiciels acquis sont amortis en linéaire selon leur durée de vie estimée, habituellement sur une durée de trois ou cinq ans.
Les frais relatifs aux dépôts des marques et des noms de domaine ne font l'objet d'aucun amortissement.

Immobilisations incorporelles produites par la société

La société comporte une Direction des Systèmes d'Information, renforcée si nécessaire d'intervenants extérieurs. Cette Direction a pris en charge sur la période le développement de plusieurs logiciels majeurs pour l'activité de la société, soit en remplacement de logiciels fournis par des prestataires extérieurs, soit en création de logiciels inexistants sur le marché.

Le plan d'amortissement relatif aux développements dont ProCapital entend faire un usage durable se fait conformément à l'avis N° 31 du Conseil National de la Comptabilité, soit :

- Passage des dépenses en charges tant que les conditions d'immobilisation n'ont pas été réunies (sérieuses chances de réussite technique, caractère durable et utile à l'entreprise du logiciel produit, outils de gestion permettant de suivre ces deux conditions) ;
- Activation en immobilisations en cours dès que les conditions d'immobilisation sont réunies ;
- Sortie des immobilisations en cours et enregistrement en immobilisations incorporelles à l'achèvement.

La valorisation de ces Immobilisations est opérée en coût direct, sur la base :

- De l'affectation des temps des consultants externes et du personnel DSI interne effectuée dans un outil de suivi des temps
- Des coûts horaires propres à chaque consultant externe fixés contractuellement ;
- D'un coût salarial standard, correspondant à la qualification et à la séniorité du salarié.

Le plan d'amortissement de ces Immobilisations est fonction de la durée de leur utilisation probable, appréciée au regard de la durée du contrat signé avec le Client « Prestation de service » en cas de développement spécifique. En conséquence, la majeure partie de ces développements est actuellement amortie sur 3 ans ou 5 ans. La société opérera des tests de dépréciation lors de l'apparition d'indicateurs externes pouvant remettre en cause la valeur ou la durée d'amortissement.

2.8.2 Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties de la façon suivante :

- Matériel et installations techniques, téléphoniques et climatisation linéaire 10 ans
- Matériel d'informatique centralisé linéaire 5 ans
- Matériel informatique bureautique (PC) linéaire 3 ans
- Matériel et mobilier de bureau linéaire 5 à 10 ans
- Agencements et installations linéaire 10 ans

2.8.3 Immobilisations financières

Sont enregistrées dans cette rubrique les éventuelles participations à long terme de ProCapital ne présentant pas un pourcentage de détention supérieur au seuil de contrôle lié aux participations.

La valorisation des titres en portefeuille se fait selon la méthode FIFO.

2.9 Provisions

2.9.1 Indemnités de fin de carrière

France

L'établissement français de ProCapital est rattaché à la convention collective SYNTEC prévoyant le versement d'une indemnité de fin de carrière au personnel dès lors que celui-ci dépasse les 5 ans d'ancienneté, cet engagement constituant un cas particulier de régime de retraite à prestations définies.

La méthode actuarielle retenue pour l'évaluation de l'engagement au titre de ce régime est la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles et démographiques retenues pour le calcul reflètent au mieux la politique actuelle et future de la société vis à vis de ses salariés.

En 2023, le taux n'est plus fourni par le Groupe et doit être calculé en fonction du régime et de la durée des engagements. La durée peut être calculée comme la moyenne arithmétique des durées d'obtention de l'indemnité pondérée par l'indemnité à recevoir par le salarié partant à la retraite. Le taux à prendre en fonction de la durée est celui présenté sur le site : <https://www.spac-actuaire.fr/lexique/taux-dactualisation-historique/>

Les autres principales hypothèses permettant le calcul de la provision sont :

- Table de mortalité : TF 00-02 ;
- Age de fin de carrière 67 ans, sachant qu'un salarié peut quitter l'entreprise entre 60 et 67 ans selon ses conditions personnelles d'acquisitions des droits à la retraite ;
- Taux de rotation du personnel basé sur l'historique de l'entreprise et l'ancienneté du salarié.

Cet engagement est mis à jour à chaque fin de clôture annuelle.

Belgique

La succursale belge de ProCapital est rattachée à la commission paritaire « 310 » pour les banques, les banques d'épargne et les sociétés de bourse.

Certains membres du Personnel ayant un statut particulier (Statut 600 CLAB) bénéficient d'une indemnité de retraite.

L'engagement pris pour le personnel relevant de ce statut figure dans les provisions, cet engagement ayant été transféré à ProCapital lors d'une reprise de personnel effectuée dans le cadre du démarrage d'une prestation pour un Client.

Cet engagement est mis à jour à chaque fin de clôture annuelle.

2.9.2 Provision pour risques

La règle générale est que tout litige, client (cf. supra 2.5) ou autre, connu à la date d'arrêté des comptes est provisionné à hauteur du risque estimé par la société.

2.10 Comptabilisation des revenus et des commissions d'apporteurs d'affaires

2.10.1 Commissions

Les courtages et commissions sur opérations des clients finaux sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations.

Les factures de sous-traitance incluant des courtages et commissions sont émises mensuellement et font, si nécessaire, l'objet d'écritures de régularisation afin d'assurer le correct rattachement des produits à l'exercice de réalisation des prestations.

2.10.2 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Ces éléments correspondent essentiellement :

- Au coût net des prêts de titres effectués en refinancement des positions SRD ;
- A la sommation, par nature de marché, des écarts de cours positifs ou négatifs réalisés au cours de la période sur les opérations de cours moyen ;
- Aux profits et pertes dégagés lors de la régularisation des erreurs et omissions.

L'évaluation et l'enregistrement de ces gains ou pertes sont effectués sur une base mensuelle.

2.10.3 Revenus des titres à revenu variable

Cette section est sans objet.

2.10.4 Autres produits d'exploitation bancaire

Sont comptabilisés dans cette rubrique :

- Les factures émises à destination des clients professionnels de la finance (Clients « prestations de services ») pour toutes les activités sous-traitées autres que l'exécution et la réception transmission d'ordres pour compte de tiers et la conservation : ces activités rentrent donc dans une rubrique des « Travaux informatiques pour compte de tiers » ;
- La production immobilisée qui constate la mise en immobilisation incorporelle des projets réalisés par ProCapital et qui constitue un actif qui sera amorti au moment de son activation.
- Le compte « transferts de charges » n'est plus utilisé

2.10.5 Autres charges d'exploitation bancaire

Ce poste est composé des réévaluations des positions de change et de la rétrocession due aux clients pour lesquels ProCapital gère les espèces en propre et pour lesquelles elle reçoit de la banque des intérêts créditeurs.

2.10.6 Intérêts et produits ou charges assimilés

La convention financière conclue entre ProCapital et le CMA en octobre 2023 a pour objet de fixer le principe et les modalités de mise en oeuvre des relations financières nouées entre les Parties dans le cadre du Groupe, à savoir :

- Les opérations de financement à savoir :
 - La gestion de la trésorerie ;
 - La gestion du financement à moyen/long terme ;
 - La gestion des fonds propres et des dettes subordonnées ;
- Les commissions versées ou reçues en contrepartie d'une prestation réalisée par l'une ou l'autre des Parties.

En conséquence, le solde net des comptes fusionnés² s'il est :

- Débiteur est facturé du taux de facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne (« BCE »)
- Créditeur et inférieur au montant autorisé est facturé au taux d'appel d'offre BCE (4,5% depuis le 20/09/2023)
- Créditeur et pour la part supérieure au montant autorisé est facturé au taux d'appel d'offre BCE avec une majoration de 0,875%

(2) La fusion des comptes consiste pour la banque à prendre l'ensemble des comptes ouverts dans ses livres par ProCapital et d'en calculer le solde comme s'il formait un seul compte chez elle. La banque peut ainsi appliquer l'échelle d'intérêt (condition de comptes) sur la globalité des positions et non pas compte par compte.

Un compte débiteur dans les livres de ProCapital signifie que ProCapital détient des espèces à la Banque

Un compte créditeur dans les livres de ProCapital signifie que ProCapital reçoit une facilité de caisse de la part de la Banque

Si la fusion des comptes ProCapital présente un solde débiteur (respectivement, créditeur) à la banque, cela signifie que les dépôts à la banque par ProCapital sont supérieurs (respectivement, inférieurs) aux découverts constatés sur lesdits comptes bancaires.

2.11 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges relatifs à des cessions d'actifs immobilisés sont classés au compte de résultat dans la rubrique du « résultat exceptionnel ».

Sont également imputés sur ce poste, les passages en pertes et profits sur des opérations comptables ayant eu leur origine sur les exercices antérieurs.

2.12 Réserve spéciale de participation

Il est comptabilisé dans ce compte, la provision au titre de la réserve spéciale de participation. Celle-ci est calculée conformément au dispositif réglementaire en France (Article L3324-1).

2.13 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en rapportant le résultat net comptable de l'exercice au nombre de titres moyen en circulation au cours de l'exercice.

2.14 Fiscalité

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, les activités réalisées en France et en Belgique étant imposées chacune dans le pays d'exercice de l'activité. Les déficits générés en Belgique par le démarrage de la succursale sont indéfiniment reportables.

ProCapital est membre de l'Intégration Fiscale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa depuis le 1er janvier 2023. A ce titre, ProCapital calcule l'impôt sur les sociétés et le transmet au Groupe pour règlement à l'Administration des Impôts. ProCapital règle le Groupe au titre de son Impôt sur les Sociétés.

ProCapital France a intégré le Groupe TVA du Crédit Mutuel Arkéa le 1er janvier 2023. L'ensemble des facturations émises et reçues par le Groupe n'est plus soumis à TVA. En contrepartie, le prorata de TVA tient compte de ces exonérations. ProCapital sera également soumis à la Taxe sur les Salaires à partir de 2024.

Depuis le 1er janvier 2023, ProCapital est membre du GIE Fédéral Service. A ce titre, ProCapital intégrera dans son résultat fiscal la quote-part du résultat fiscal du GIE. Cette quote-part se calcule comme le quotient du chiffre d'affaires du GIE réalisé avec ProCapital rapporté au chiffre d'affaires total du GIE.

2.15 Position en devises

Les positions en devises correspondent aux soldes des comptes de brokers et assimilés auxquels la société a recours dans le cadre du traitement des ordres sur valeurs étrangères hors zone Euro, aux soldes des comptes bancaires ouverts en devises et aux comptes de Position de change.

La société n'effectue aucune opération de change pour son propre compte. Les opérations de change sont opérées pour effectuer le règlement/livraison des opérations initiées par les clients finaux des clients institutionnels sur des valeurs cotées en devises autres que l'Euro, ces opérations étant dénouées en euro sur le compte des clients finaux ne possédant pas de comptes espèces en devises.

2.16 Consolidation

Depuis juillet 2006, les comptes de la Société sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, dont le siège social est situé 1 rue Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 775 577 018 RCS de Brest.

2.17 Hors bilan

Sont inscrits au Hors Bilan de ProCapital :

- Les engagements pour l'activité SRD en particulier :
 - o de livrer les titres à terme aux clients ayant réalisé leurs opérations d'achat au SRD ;
 - o de recevoir les espèces à terme des clients ayant réalisé leurs opérations d'achat au SRD ;
 - o de recevoir les titres à terme des clients ayant réalisé leurs opérations de vente au SRD ;
 - o de régler les espèces à terme aux clients ayant réalisé leurs opérations de vente au SRD ;
 - o de restituer à terme les titres empruntés à la contrepartie pour couvrir les opérations de vente au SRD ;

- o de recevoir à terme les espèces sur les titres empruntés à la contrepartie pour couvrir les opérations de vente au SRD ;
- o de recevoir à terme les titres prêtés à la contrepartie pour couvrir les opérations d'achat au SRD ;
- o de restituer à terme les espèces sur les titres prêtés à la contrepartie pour couvrir les opérations d'achat au SRD.
- Les engagements pour l'activité Dérivés opérée par ProCapital Belgium à savoir
 - o pour les Call position longue :
 - Engagement de ProCapital de livrer le client en cas d'exercice de son option ;
 - Engagement de ProCapital à recevoir de la contrepartie les titres en cas d'exercice de l'option par le client.
 - o les Put position longue :
 - Engagement de ProCapital de livrer la contrepartie les titres en cas d'exercice de son option ;
 - Engagement de ProCapital à recevoir du client les titres en cas d'exercice de l'option.
- Les titres à recevoir ou à livrer pour les clients pendant le délai de règlement livraison ;
- Les engagements financiers, en particulier la garantie bancaire octroyée par le Crédit Mutuel Arkéa pour financer son activité métier.

2.18 Opérations réciproques

ProCapital France réalise des travaux pour la succursale située en Belgique et lui facture les prestations réalisées pour elle. Conformément aux règles applicables aux prix de transfert, ProCapital France applique un prix de revient auquel des frais administratifs forfaitaires de 5% sont appliqués.

De la même façon, ProCapital Belgium facture les prestations qu'elle réalise pour ProCapital France au prix du « marché ».

La présentation des comptes à partir de l'exercice 2022, fournit les comptes retraités des facturations réciproques.

Les écritures dites « de Contractions » vont :

- Eliminer les produits face aux charges dans les 2 entités
- Lorsqu'un produit de facturation est constitué face à une immobilisation, une écriture de « Production Immobilisée » se substituera au produit d'exploitation
- Les comptes de liaison au Bilan sont neutralisés

Les montants et les postes sont communiqués en §3.20.

3 Compléments d'information

Note : tous les chiffres sont indiqués en milliers d'euros (K€).

3.1 Créances et dettes envers les établissements de crédit – Actif & Passif

K€	Actif		Passif	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants représentatifs des fonds de la clientèle	209 583	241 910	-	40 081
Comptes ordinaires enregistrant les mouvements liés à la négociation-tenue de compte	56 737	45 186	154 253	151 775
Comptes courants représentatifs de la trésorerie de la société	25 033	23 148	-	-
<i>Sous total des Créances et dettes vis-à-vis d'établissements de Crédit</i>	<i>291 353</i>	<i>310 244</i>	<i>154 253</i>	<i>191 856</i>
Emprunts de titres	-	-	10	10
Emprunt Marché Centralisé	206	206	-	-
Prêts de titres	-	-	4	4
<i>Sous total Opérations de refinancement SRD</i>	<i>206</i>	<i>206</i>	<i>14</i>	<i>14</i>
Total	291 559	310 450	154 267	191 870

Le sous-total « Créances et dette vis-à-vis d'établissements de crédit » est composé des comptes bancaires formant la trésorerie de ProCapital et est classé en trois rubriques :

- La rubrique « *comptes courants représentatifs des fonds de la clientèle* » dans laquelle sont positionnés à l'actif les comptes réservés au cantonnement des espèces des clients en « tenue de compte juridique » et la position espèces des clients BtoB ayant confié à ProCapital la conservation de leurs espèces. Au passif, est inscrite une position temporairement créditrice d'un des comptes bancaires détenus par ProCapital pour le compte d'un client BtoB, lequel sera réajusté en début d'année 2024 pour redevenir débiteur ;
- La rubrique « *Comptes ordinaires enregistrant les mouvements liés à la négociation-tenue de compte* » dans laquelle est classée à l'actif, les comptes bancaires permettant de réaliser les opérations de règlement clients ou marchés. Au passif, le solde créditeur correspond à un compte bancaire d'équilibrage alimenté afin de rendre le compte ordinaire débiteur, condition requise par le Groupe pour effectuer les opérations de règlement des clients ou des marchés et un compte temporairement créditeur en Belgique ;
- La rubrique « *Comptes courants représentatifs de la trésorerie de la société* » est essentiellement représentative de la trésorerie sociale de ProCapital.

Le sous-total « *Opérations de refinancement SRD* » est liée à l'activité SRD. Les rubriques « *Emprunts...* » traduisent les positions vendeuses des clients pour lesquelles ProCapital emprunte auprès de contreparties marchés les titres à livrer au comptant.

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé que l'ensemble des dettes et créances vis-à-vis d'établissement de crédit, sont à vue. Les opérations de refinancement, si elles sont dénouées, le seront à J+2 ouvré.

3.2 Opérations avec la clientèle – Actif & Passif

Les comptes de la clientèle à l'Actif évoluent de la façon suivante :

K€	31/12/2023			31/12/2022		
	Bruts	Dép.	Nets	Bruts	Dép.	Nets
Comptes de la clientèle	164	14	150	196	14	182
Total - actif	164	14	150	196	14	182

Conformément au règlement ANC n°2016-07, les comptes de clients momentanément débiteurs (pour un montant total de 164 K€) ont été classés à l'actif dans la rubrique « Opération avec la clientèle ».

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé :

- qu'il s'agit de comptes ordinaires débiteurs à vue ;
- que les règles appliquées aux clients débiteurs (Cf. Supra 2.2) constatent une dépréciation de 14 K€ en 2023 et une inscription en clients douteux de 55 K€.

Les comptes de la clientèle au Passif évoluent de la façon suivante :

K€	31/12/2023	31/12/2022
Comptes de la clientèle	3 473	4 608
Total - passif	3 473	4 608

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-15, il est précisé qu'il s'agit de comptes ordinaires créditeurs à vue.

3.3 Actions et participations

3.3.1 Actions et autres titres à revenu variables

L'ensemble de ces postes à une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2023			31/12/2022		
	Brut	Dep.	Nets	Bruts	Dep.	Nets
Erreurs et Omissions	10		10	10	7	7
Titres de Placement	-		-	-	-	-
Titres de Placement liés au SRD (Compte Egalisation)	67 049		67 049	67 049	79 219	79 219
Total - actif	67 059		67 059	67 059	79 226	79 226

Le compte Egalisation est le compte technique sur lequel sont enregistrées les exécutions réalisées au comptant sur le Marché français au titre d'ordres clients stipulés au Service à Règlement Différé aussi nommé « SRD ».

Ce poste est évalué selon les principes décrits au point 2.3 des « Règles et Méthodes comptables ».

3.3.2 Participations et autres titres détenus à long terme

Les Participations et autres Titres détenus à long terme sont traités dans le chapitre 3.8 « Immobilisations dont Participations et Autres Titres détenus à long terme ».

3.4 Autres actifs et passifs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	Actif		Passif	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Comptes de contrepartie et de cours moyen	-	-	-	-
Dépôts de garantie LCH SA appelé en couverture des positions nettes	2 529	3 289	-	-
Versement au fonds de garantie LCH SA et autres dépôts	1 749	1 770	-	-
Dépôts de garantie versés / reçus	-	-	-	-
Comptes de règlement / Marchés Dérivés	-	-	-	-
Comptes d'attente technique sur opérations de règlement livraison et sur OST	14 076	7 281	4 722	16 362
<i>Sous total des comptes spécifiques liés à l'activité de négociateur/compensateur de ProCapital</i>	<i>18 354</i>	<i>12 340</i>	<i>4 722</i>	<i>16 362</i>
TVA*	769	979	936	2 588
Organismes sociaux et personnel*	609	576	5 964	5 622
Autres débiteurs ou créditeurs divers	3 370	303	3 312	-
Fournisseurs	1 278	1 081	1 273	2 014
Comptes courants Mère-Fille	10 968	10 390	10 968	10 390
Contraction des comptes Liaisons et Autres Débiteurs et Créditeurs	-11 052	-10 390	-11 052	-10 390
<i>Sous total des comptes non-spécifiques</i>	<i>5 942</i>	<i>2 939</i>	<i>11 401</i>	<i>10 224</i>
Total	24 296	15 279	16 123	26 586

*Les montants de la rubrique « TVA » et « Organisme sociaux et personnel » en 2022 ont fait l'objet d'un reclassement, de la TVA ayant été classée dans cette dernière rubrique de façon inappropriée.

Le dépôt de garantie LCH.Clearnet-SA et Euronext-Clearing (chambres de compensation pour les opérations sur les marchés ESES et Equiduct) vise à couvrir le risque de liquidation lié aux Positions Ouvertes sur Instruments Financiers de ProCapital résultant des Transactions enregistrées par LCH.Clearnet-SA ou Euronext-Clearing au nom de ProCapital.

La variation des comptes d'attente sur opération de règlement livraison et sur OST dépend de l'importance des opérations réalisées et non dénouées le 31 décembre.

Conformément aux principes décrits au §2.18, pour l'exercice 2023, les comptes de liaisons entre ProCapital SA et sa succursale Belge ont été « contractées » afin de ne pas laisser apparaître les engagements réciproques entre les deux entités.

La variation des autres postes n'appelle pas de commentaire particulier.

3.5 Comptes de régularisation

3.5.1 Comptes de régularisation débiteurs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2023	31/12/2022
Produits à recevoir nets	11 037	9 766
<i>Autres produits à recevoir</i>	<i>11 056</i>	<i>7 177</i>
<i>Autres produits à recevoir – Douteux hors Groupe*</i>	<i>-</i>	<i>2 953</i>
<i>Autres produits à recevoir – Douteux Groupe</i>	<i>574</i>	<i>232</i>
<i>Dépréciation Produits à Recevoir</i>	<i>-593</i>	<i>-596</i>
Charges comptabilisées d'avance	596	982
Autres comptes de régularisation	-	-
Total	11 633	10 748

**A noter qu'une erreur de calcul aurait dû porter la rubrique « Autres produits à recevoir – Douteux hors Groupe » à 677 K€, sans conséquences toutefois sur le calcul de dépréciation.*

La dépréciation sur créances Clients B2B pour 593 K€ est établie conformément aux principes édictés au §2.5.

3.5.2 Comptes de régularisation créditeurs

L'ensemble de ces postes a une échéance à moins de 3 mois.

K€	31/12/2023	31/12/2022
Charges à payer	9 426	3 522
Produits constatés d'avance	-	0
Autres comptes de régularisation	4	1
Total	9 430	3 523

Le poste « charges à payer » est essentiellement constitué de factures reçues en janvier, de dettes fournisseurs à régulariser après analyse ou de factures en attente dans l'outil de validation des factures fournisseurs.

La variation significative résulte du montant de la rétrocession à opérer auprès d'un client sur sa rémunération des comptes bancaires débiteurs détenus par ProCapital pour son compte, et dont le règlement est en attente de la finalisation de la signature contractuelle pour encadrer ce dispositif.

Le poste « produits constatés d'avance » correspond à des factures qui seraient émises par ProCapital mais dont la part du produit concernant les exercices ultérieurs sont neutralisés au Résultat de l'exercice.

3.6 Comptes de négociation et de règlement

K€	Actif		Passif	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Comptes de Négociation et de règlement				
Sociétés de bourse	132	-	2 133	2 624
Autres institutions financières	150 051	102 641	318 182	255 433
Comptes de la Chambre de Garantie et de Compensation	1 292	20	5 082	5 374
Souscriptions	1 376	32	7 666	6 160
Compte de liquidation	-	-	-	-
Comptes de cours Moyens	-	-	4	4
Compte Actions et Obligations - Marché au comptant	-	-	14 551	89
Total	152 851	102 693	347 618	269 684

Le poste « Autres institutions financières » à l'actif représente essentiellement les opérations d'achat ou de vente de titres financiers au comptant des clients finaux des clients BtoB auprès des marchés. Une créance vis-à-vis du marché se traduit par une dette vis-à-vis du BtoB et réciproquement, le dénouement des opérations ne s'effectuant généralement que deux jours après leurs initiations. Le solde de ce poste traduit donc uniquement les positions prises par les clients à l'arrêt des comptes. La variation du poste « Autres institutions financières » au passif s'explique comme indiqué pour l'actif en miroir et également par la prise en compte de la dette vis-à-vis des clients BtoB ayant donné un mandat pour la gestion de leurs comptes bancaires.

La variation du poste « Comptes de la Chambre de Garantie et de Compensation Française » représente principalement les opérations en cours de dénouement positionnées dans les livres de LCH.Clearnet-SA ou Euronext-Clearing au 31 décembre 2023.

La variation du poste « Compte Actions et Obligations-Marché au comptant » présente principalement les opérations en cours de dénouement, lesquelles ont été dénouées au début de l'exercice 2024.

3.7 Parts dans les entreprises liées

Cf. Immobilisations Financières

Incorporelles non amortissables

3.8 Immobilisations (dont participations et autres titres détenus à long terme)

Les immobilisations de la société s'établissent à :

K€	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Immobilisation Incorporelles	56 593	40 896	15 697
<i>Incorporelles amortissables</i>	<i>51 407</i>	<i>40 896</i>	<i>10 511</i>
<i>Incorporelles en cours</i>	<i>5 169</i>	<i>-</i>	<i>5 169</i>
<i>Incorporelles non amortissables</i>	<i>17</i>	<i>-</i>	<i>17</i>
Corporelles	786	764	22
Financières (dont titres détenus à long terme)	170	-	170
Total	57 549	41 660	15 889

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Immobilisations – Valeurs brutes - K€	31/12/2022	Acquisitions et Production immobilisée	Mise en service d'Immos en cours	Cessions	31/12/2023
Immobilisations Financières (dont titres détenus à long terme)	169	-	-	-	169
<i>Sous total immobilisations Financières</i>	<i>169</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>169</i>
Immobilisations incorporelles amortissables	41 229	10 178	-	-	51 407
Immobilisations incorporelles non amortissables	17	-	-	-	17
Immobilisations incorporelles en cours	8 761	4 884	8 468	9	5 168
<i>Sous total immobilisations incorporelles</i>	<i>50 007</i>	<i>15 062</i>	<i>8 468</i>	<i>9</i>	<i>56 592</i>
Immobilisations corporelles	823	10	-	47	786
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
<i>Sous total immobilisations corporelles</i>	<i>823</i>	<i>10</i>	<i>-</i>	<i>47</i>	<i>786</i>
Total des immobilisations brutes	50 999	15 072	8 468	56	57 547

K€	31/12/2022	Dotations	Reprises et ajustements	31/12/2023
Amortissements				
Immobilisations incorporelles	38 936	1 960	-	40 896
Immobilisations corporelles	799	12	47	764
Total Amortissement	39 735	39 735	39 735	39 735
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Total Dépréciation	0	0	0	0
Total Amortissements et Dépréciations	39 735	1 972	47	41 660

3.9 Provisions

Provisions – K€	31/12/2022	Dotation	Reprise provisions			31/12/2023
			Utilisée	Non Utilisée	Transfert	
Provisions pour Risques	479	76	6	99		450
Provisions pour Charges	1 025	504	47	47		1 435
Total	1 504	580			199	1 885

3.9.1 Provisions pour risques

Les principales variations du poste Provisions pour Risques :

- Reprise non utilisée pour un incident opérationnel qui n'a finalement pas généré de perte pour ProCapital
- Dotation pour risque sur un incident de production vis-à-vis d'un B2B

Les autres provisions ont été reconduites à l'identique par rapport à l'exercice 2022.

3.9.2 Provisions pour charge

Conformément au point 2.9.1 supra, les provisions pour indemnité de fin de carrière expliquent la variation de ce poste.

3.10 Créance et dette subordonnée

Néant.

3.11 Capitaux propres

Le capital social de 8 579 866 euros est composé de 8 579 866 actions de 1 euro totalement libérées. Un dividende de 11 837 604,12 euros a été distribué en 2023. Le

report à nouveau a été augmenté de 41 824,73 euros.

Les variations de l'exercice sont récapitulées ci-dessous :

K€	31/12/2022	Imputation du résultat exercice précédent	Opérations sur le capital	Autres mouvements	Résultat de l'exercice	31/12/2023
Actions ordinaires (Nominal 1 Euro)	8 580					8 580
Capital total	8 580	0	0	0	0	8 580
Prime d'émission	8 790		0	0		8 790
Réserves	0					0
Report à nouveau	2 926	19				2 945
Réserve légale	858					858
Capitaux propres hors résultat	21 154	19	0	0	0	21 173
Résultat de l'exercice 2022	0	-10 916				0
Résultat de l'exercice 2023	10 916				9 467	9 467
Distribution de dividendes	0	10 896		-10 896		0
Capitaux Propres	32 070	0	0	-10 896	9 467	30 641

3.12 Résultat par action

€	2023	2022
Capital en fin d'exercice		
Capital social (€)	8 579 866	8 579 866
Nombre des actions ordinaires existantes	8 579 866	8 579 866
Résultat net de l'exercice (€)	9 467 497	10 915 671
Résultats par action (€)	1,10	1,27

3.13 Fiscalité

Les différences temporaires correspondent aux charges et aux produits constatés en comptabilité et qui, sur le plan fiscal, sont pris en compte sur un autre exercice.

Les différences permanentes correspondent aux charges constatées en comptabilité mais non admises en déduction du bénéfice fiscal.

Au 31 décembre 2023, la situation fiscale de ProCapital est donc la suivante :

K€	31/12/2023		31/12/2022	
	Base	IS+CSB	Base	IS
Résultat comptable de l'exercice	9 467		10 916	
- Résultat de la succursale ProCapital Belgium	-1 183		-1 327	
Résultat comptable enregistré en France	8 284		9 588	
Réintégration temporaires	1 095		43	
Réintégration	400		488	
Réserve spéciale de Participation 2023	1 354		1 395	
Déduction Temporaire	-43		-39	
Déduction Permanente	0		-477	
Réserve spéciale de Participation 2022	-1 395		-1 271	
Résultat de l'exercice (IS France)	9 695	3 318	9 729	3 335
<u>Suivi des déficits réalisés en Belgique</u>				
Cumul des déficits en début d'exercice	-20 511		-21 472	
Résultat fiscal attendu en Belgique	416	104	370	93
Différences permanentes				
Ajustement de l'exercice	652		590	
Cumul des déficits reportables en fin d'exercice Belgique	-19 443		-20 511	

Les charges non déductibles fiscalement sont en France essentiellement constituées de l'Organic de l'année, la Réserve spéciale de participation, la taxe pour risques systémiques et soutien aux collectivités, les provisions pour retraites et celles calculées selon une méthode statistique, la Prime Bénéficiaire octroyée en Belgique. En Belgique, sont essentiellement réintégrées la part employeur des tickets restaurant, 25% de l'amortissement des véhicules en leasing et une part des assurances mutuelles. Ce tableau présente une vision provisoire avant déclaration définitive aux administrations fiscales respectives.

3.14 Opérations avec les entreprises liées

K€	2022	2023
Produits	15 061	26 588
Charges	4 887	4 523
Compte bancaire débiteur	306 890	286 202
Compte bancaire créditeur	191 856	154 253
Dettes	65	376

Créances	3 310	6 585
----------	-------	-------

Ce tableau ne présente pas les comptes reflète de règlement livraison entre ProCapital et les entreprises liées.

3.15 Répartition des effectifs

	31/12/2023	31/12/2022
Etablissement Français		
<u>Personnel en CDI et CDD</u>	145	131
Cadres	89	84
Employés et agents de maîtrise	56	47
Etablissement Belge		
<u>Personnel en CDI et CDD</u>	40	39
Cadres		10
Employés	30	39
Total	185	170

3.16 Principales rubriques du PNB

3.16.1 Intérêts et produits ou charges assimilés

La totalité des intérêts perçus ou réglés, est réalisée avec des établissements de crédits.

3.16.2 Commissions

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-44, ProCapital doit ventiler les commissions en tant que charges ou produits par nature d'activité significative.

En l'espèce, les commissions figurant en produits (29 meur) résultent exclusivement de services d'investissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Ces services comprennent :

- réception et transmission d'ordres (RTO) pour compte de tiers ;
- droits de garde sur les titres conservés par ProCapital ;
- exécution d'ordres pour compte de tiers ;
- négociation pour compte propre « ... en vue de réaliser des opérations de prêt/emprunt de titres dans le cadre du service de règlement différé... ».
- et à réaliser les services connexes de tenue de compte conservation pour compte de tiers et de compensation et assurer un service accessoire de tenue de compte espèces correspondant aux instruments financiers conservés.

Les charges de Commissions (12 meur) qui sont constatées au compte de résultat concernent exclusivement l'activité de service d'investissement.

3.16.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

Ces comptes sont essentiellement représentatifs des « comptes maisons » qui enregistrent des gains ou des pertes sur les opérations dénouées de manière non conformes avec les clients B2B ou avec le « marché ».

3.16.4 Autres produits ou charges d'exploitation bancaire

Ce poste est composé des postes analytiques suivants :

K€	31/12/2023
Facturation sur Prestations de Tenue de Compte	17 183
Facturation sur Prestations Informatiques	10 244
Production Immobilisée	4 378
Produits Divers	5 266
Total Autres Produits d'Exploitation Bancaire	37 071
K€	31/12/2023
Réévaluation des opérations de change	142
Remises sur produits divers	4 225
Total Autres Charges d'Exploitation Bancaire	4 367

Le poste « Remises sur produits divers » est constitué de la charge due au titre de la rétrocession à faire au client tel que présenté au §3.5.2

3.17 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation sont essentiellement constituées de frais de personnel et de charges Informatiques (y compris le recours à des prestataires informatiques pour opérer l'exploitation des infrastructures et la réalisation des projets informatiques).

3.18 Résultat exceptionnel, coût du risque, résultat sur cession d'actifs immobilisés

3.18.1 Résultat exceptionnel

Le poste résultat exceptionnel présente un solde débiteur de 73 K€ où sont enregistrés les régularisations opérés sur les suspens antérieurs à l'exercice et les ajustements sur exercices antérieurs.

3.18.2 Coût du risque

Le coût du risque 2023 se compose principalement, des dotations ou reprises aux provisions d'exploitation et provisions pour risque (Cf. supra 3.9).

3.18.3 Gains et pertes sur actifs immobilisés

Néant.

3.19 Hors bilan**3.19.1 Positions sur titres**

Les engagements hors bilan sur titres sont recensés dans le tableau « Hors Bilan ».

3.19.2 Engagement de financement

Les engagements de financement sont constitués par la garantie bancaire de 85 millions d'euros octroyée par le Crédit Mutuel Arkéa afin de couvrir l'activité titres de ProCapital. Cet engagement est diminué de la couverture du découvert bancaire constaté pour le pool des comptes bancaires ouverts au Crédit Mutuel Arkéa. Cet engagement de financement n'a pas été entamé en France à l'arrêté des comptes 2023, mais l'a été pour 4,2 millions d'euros en Belgique.

3.20 Opérations réciproques entre la France et la succursale belge

Conformément à la méthode décrite au § 2.18, les facturations réalisées de manière réciproques entre ProCapital France et ProCapital Belgium s'établissent ainsi :

Comptes ProCapital France (en Euro)	Solde	Comptes ProCapital Belgique	Solde
Produits hors immobilisations	-164 950	Autres Charges d'Exploitation	164 950
Autres Charges d'Exploitation	1 529 887	Produits d'Exploitation	-1 529 887

Soit pour ajustement sur les comptes sociaux de ProCapital :

Comptes ProCapital Social	Solde
Retraitement des Produits	-1 694 837
Retraitement des Charges	1 694 837

Les comptes de liaisons traduisant les engagements réciproques entre la maison mère et sa succursale ont été neutralisés (Cf. § 3.4).

3.21 Rémunérations, avances, crédits et engagements

Conformément au règlement ANC n°2014-07 Art 1224-56, ProCapital a alloué pendant l'exercice aux membres du Conseil de Surveillance les sommes suivantes : 13 550 € à cela s'ajoute une indemnité de 840 € au titre de l'indemnité de fonction du président.

Aucun crédit ou engagement d'aucune sorte n'a été consenti aux membres du Conseil de Surveillance.

3.22 Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	2023		2022	
	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes	247	100%	204	100%
Services Autres que la Certification des Comptes	7	-	6	-
Total Honoraires Commissaires aux Comptes		254	210	
Certification des comptes	137	100%	102	100%
Services Autres que la Certification des Comptes	4	-	3	-
Total Mazars		141	105	
Certification des comptes	110	100%	102	100%
Services Autres que la Certification des Comptes	3	-	3	-
Total Deloitte		113	105	

Les honoraires pour la « Certification des comptes » est conforme à la lettre de mission transmise au président du Directoire du 5 janvier 2024.

Les honoraires « Autres » concernent le rapport de conformité à la déclaration FRU faite par ProCapital à l'Autorité de Résolution National.

7. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de la société Procapital,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Procapital relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des

opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Rapport établi en application de l'article 312-7 du règlement AMF relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement
- Rapport établi en application de l'arrêté du 6 septembre 2017 relatif au cantonnement des fonds de la clientèle des entreprises d'investissement
- Rapport de constats résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions ex-ante 2024 au Fonds de Résolution Unique (le « FRU »)

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Procapital par votre assemblée générale du 21 avril 2017 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 27 avril 2018 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 7ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans sa 6ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous en retenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La Défense, le 20 mars 2024

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & ASSOCIES
Olfa BOUBAKER

MAZARS
Franck BOYER

8. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.